

Un peu de courage politique pour sauver le climat

Dr Isabelle Chevalley
Présidente d'Ecologie Libérale

Voilà un mois que le protocole de Kyoto est entré en vigueur. Tout le monde se tourne vers les Etats-Unis qui ne l'ont toujours pas signé, mais que fait la Suisse ? La Suisse a signé le protocole de Kyoto et a élaboré une loi sur le CO₂ qui est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2000. Cette loi fixe les objectifs de réduction de CO₂ et donne la possibilité d'atteindre ces objectifs par des mesures volontaires, dans un premier temps, et si cela ne suffit pas, une taxe sur le CO₂ devra être introduite. Qu'en est-il aujourd'hui ? La Suisse n'est plus la meilleure partout. Actuellement le mode de vie des suisses produit des émissions très élevées de gaz à effet de serre. Avec plus de 10 tonnes* d'émissions de CO₂ par habitant et par année, notre pays occupe le cinquième rang des pays de l'OCDE. Seuls les Etats-Unis, le Canada et l'Australie nous devancent nettement. En automne 2000, la majeure partie des partis de droite ont refusé les 3 taxes énergétiques proposées en votation populaire arguant le fait que la taxe incitative sur le CO₂ était une taxe qui était un instrument idéal dans une économie de marché. De plus nous laissons une chance aux mesures volontaires de faire leur effet car cette taxe ne serait introduite qu'en cas d'échec de ces dernières. Aujourd'hui, il ressort des prévisions sur les émissions de CO₂, actualisées en mars 2004, que les mesures librement consenties, les incitations, les prescriptions édictées dans le cadre de SuisseEnergie et les réductions de CO₂ dans d'autres domaines politiques ne suffiront pas à réaliser les objectifs fixés dans la loi sur le CO₂, soit une diminution de 10% pour les combustibles et de 8% pour les carburants par rapport aux émissions de 1990. Il est donc indispensable d'instaurer une taxe sur le CO₂ si l'on veut respecter nos engagements pris lors de la signature du protocole de Kyoto, protocole signé par 125 pays dont la Russie. Pour ce faire, seule la variante 1 de la taxe sur le CO₂ entre en considération. C'est pourquoi Ecologie libérale, soutiendra cette variante qui consiste à taxer:

- **Combustibles:** taxe d'environ 9 cts par litre d'huile de chauffage "extra-légère" à partir de 2006
- **Carburants:** taxe d'environ 15 cts par litre d'essence à partir de 2006 et d'environ 30 cts par litre d'essence à partir de 2008

Ecologie Libérale n'est pas opposé au centime climatique, mais cette proposition ne concerne pas la Confédération puisqu'elle émane de l'Union pétrolière. D'autre part, cette mesure ne peut être que complémentaire à une taxe incitative sur le CO₂ mais ne peut en aucun cas s'y substituer.

Profitons de l'occasion qui nous est offerte de dynamiser notre économie et de montrer au monde le niveau technologique de notre recherche. Cessons de mettre la tête dans le sable, l'effet de serre existe bel et bien et il s'agit pour notre génération d'avoir le courage politique de prendre des mesures efficaces afin que les générations futures n'aient pas à payer notre couardise. Aujourd'hui, la décision d'introduire cette taxe sur le CO₂ est entre les mains du Conseil Fédéral, ce dernier doit prendre la bonne décision pour la majorité d'entre nous et ne doit pas faire le jeu de certains membres de l'économie. D'ailleurs, les entreprises qui ont pris des mesures volontaires de réduction d'émissions de CO₂ ne seront pas soumises à la taxe. Ces entreprises ont réalisé des investissements pour atteindre leurs objectifs, il est donc juste vis-à-vis de ces entreprises volontaires qu'aujourd'hui une taxe soit introduite. Le monde politique doit faire preuve de cohérence et ne pas revenir sur ses promesses dès qu'un obstacle se présente. Madame et Messieurs les membres du Conseil Fédéral faites preuve de courage et montrez-nous qu'en Suisse, non seulement nous signons les accords internationaux pour le bien de tous mais de plus que nous les respectons.